

dont relève cette société de la Couronne sont limités en ce qui concerne son intervention dans la programmation. Je suis convaincu que le secrétaire d'État (M. Pelletier) sera heureux de lire les remarques du député dans le hansard et de présenter un rapport, s'il juge utile de le faire.

[Traduction]

### LES COMMUNICATIONS

#### LA COOPÉRATION AVEC LA FRANCE DANS LA RECHERCHE SPATIALE ET LES SATELLITES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre chargé des communications. Pourrait-il nous dire si des représentants du gouvernement canadien sont actuellement à Paris pour avoir des entretiens avec des fonctionnaires du gouvernement français au sujet de la collaboration franco-canadienne en matière de recherches sur les télécommunications spatiales et sur les satellites. Si tel est le cas, pourrait-il nous dire exactement quelles questions y seront abordées?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, une mission, comprenant certains fonctionnaires du service des communications, explore les sources où se procurer les divers éléments nécessaires à la construction des satellites. Nous explorons tous les marchés possibles et, à l'heure actuelle, nous nous concentrons sur le marché européen.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES ÉCHANGES OFFICIELS ET PRIVÉS AVEC LES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'aimerais obtenir certains renseignements. En quoi le gouvernement a-t-il réduit les échanges politiques, privés et officiels, avec les pays du Pacte de Varsovie?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'ai fait quelques déclarations à ce sujet. Je ne me souviens plus très bien si j'en ai fait à la Chambre, mais je les ai rendues pleinement accessibles aux associations.

**M. Fairweather:** Le ministre pourrait-il les répéter aux députés?

**L'hon. M. Sharp:** J'ai traité de cette question-là hier et dimanche à Winnipeg, mais je

[Le très hon. M. Trudeau.]

ne sais si Votre Honneur m'autorisera à faire une déclaration générale sur la question. Il me faudrait plus que quelques minutes. Peut-être pourrais-je faire une déclaration à l'appel des motions.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre fera peut-être une déclaration à la Chambre à ce sujet; il pourrait alors peut-être lui révéler quels moyens compte prendre le gouvernement du Canada pour décourager les échanges particuliers entre des groupes canadiens et des groupes dans les pays du pacte de Varsovie.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, maintenant que la question m'a été posée à la Chambre, je serai très heureux de faire une déclaration.

**M. l'Orateur:** Plaît-il au ministre de la faire?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**L'hon. M. Sharp:** Pas maintenant, monsieur l'Orateur, mais demain.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. L'accord n'est pas unanime.

### LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

#### L'ASPIRATION DE COLLE À AVIONS, ETC.

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter un projet de loi au sujet de la vente de substances nocives comme la colle pour fabriquer des avions miniatures, qui a causé une mort malheureuse à Ottawa, récemment?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, un projet de loi de ce caractère sera présenté. Il faudra alors décider si la mesure doit viser ce genre de produit. Je tiens à signaler que c'est là un domaine où la loi n'est pas un remède universel. Il n'est pas seulement question de l'inhalation de colle mais, comme on l'a signalé, de l'inhalation de poli à ongles, d'essence et de liquides de nettoyage. Certains produits exigent que le gouvernement examine l'opportunité de légiférer dans ce domaine.